

Info Marne

SOMMAIRE (cliquez sur l'article)

Édito : Chronique d'une agonie annoncée	1
Spécial 60 ^{ème} Congrès de l'Union Départementale CGT de la Marne : vers une CGT plus forte !	2
Mobilisation des énergéticiens	5
Vitry-le-François : les urgences de nuit sacrifiées ?	5
9 octobre : santé et action sociale en lutte	5
80 ^{ème} anniversaire de la Sécu : bon anniversaire quand même !	6
L'article de la semaine	6

Edito : Chronique d'une agonie annoncée



L'intervention télévisée du 1^{er} ministre démissionnaire, au 20h de France 2, le 8 octobre aura marqué un nouvel épisode dans le lamentable feuilleton de l'irrésistible agonie de la Macronie.

C'est donc sans changement sur le fond qu'au nom de la « stabilité », l'on devrait se retrouver vendredi 10 octobre avec un gouvernement égal aux six précédents, qui restera sans surprise et "bis-cornu", avec lequel Macron continuera sa fuite en avant vers la ruine du pays pour gaver les riches.

Seule concession évoquée par LECORNU dans ce blabla télévisuel, un "débat" sur les retraites. La belle affaire quand on voit comment le "cause toujours tu m'intéresses" est devenu la spécialité du squatteur de l'Élysée.

Il semble évident que sans changement de cap radical, il n'y aura aucune issue pour ce futur ex-gouvernement, pas plus d'ailleurs que pour la présidence, car l'obstination de MACRON l'a clairement mené dans l'impasse !

Ni dissolution, ni démission a dit LECORNU. Il est vrai qu'aujourd'hui, une dissolution parlementaire risque de précipiter l'extrême-droite à Matignon, ainsi qu'à l'Élysée en cas de démission présidentielle.

Alors choisir entre la peste et le choléra, comme on l'entend souvent, c'est une chose, mais il faut cependant éviter de cumuler les maux de la peste et du choléra.

Tout est possible aujourd'hui, l'actualité politique française est également bouleversée par l'incarcération d'un ex-président de la République à la prison de la Santé. Il peut espérer la livraison de quelques agrumes offerts par Roseline BACHELOT, qui sévissait comme ministre de la Santé sous son gouvernement, et qui est responsable de la dégradation des soins dans nos hôpitaux.

Parenthèse fermée sur ce passage au Karcher judiciaire, nous sommes sans conteste en position de force pour obliger les politiques à cesser la gabegie, car dans un an et demi au plus tard, se tiendront les élections présidentielles. Un virement de stratégie politique peut tout changer, encore faut-il croire que l'avenir de notre pays appartient aux citoyens qui défendent l'intérêt général.

La CGT reste la première organisation syndicale de lutte, et c'est une fierté ! Il n'y aura aucune compromission avec le gouvernement ou le MEDEF, nous continuerons à défendre les intérêts des salariés, des retraités et des précaires, quoi qu'il en coûte ! ([Ecouter l'interview de Sophie BINET](#))

Mario SANTIN, Secrétaire de l'Union Départementale CGT



10 octobre 2025
#121

Union Départementale
des syndicats CGT de la Marne
15, boulevard de la Paix
BP 11215
51058 Reims Cedex
Tél. 03 26 88 23 04
udcgt51@laposte.net
www.udcgt51.fr



depuis 130 ans,
ensemble on s'organise >

Spécial 60^{ème} Congrès de l'Union Départementale CGT de la Marne :

VERS UNE CGT PLUS FORTE !



Le 60^{ème} Congrès de l'UD CGT de la Marne des 2 et 3 octobre 2025 a réuni 160 militants venus de tout le département et de tous les secteurs professionnels, issus du public comme du privé, au Palais des fêtes d'Épernay. Un Congrès réussi de l'avis de tous, et qui donne envie de se lancer dans le combat.

Ghislain BRIDE a présenté le rapport d'activité sur les trois années écoulées depuis le Congrès de Saint-Memmie de novembre 2021, dans lequel il a rappelé la situation internationale de plus en plus périlleuse, l'horreur des guerres, la progression des idées d'extrême-droite, les attaques contre nos droits sociaux.

Il est revenu sur la situation économique et sociale qui n'a cessé de se dégrader sous l'égide d'un monarque élyséen, de plus en plus déconnecté de la réalité. L'inflation galopante, la progression de la pauvreté, les inégalités de plus en plus criantes, des services publics à l'os. D'où l'immense mobilisation contre la réforme des retraites en 2023, imposée à coup de 49-3, et accompagnée d'une répression syndicale sans précédent.

Il a rappelé la belle victoire obtenue avec la relaxe de Sabine DUMENIL après trois ans de procédure bâillon. Il a salué les nombreuses luttes dans les entreprises pour leurs salaires, les conditions de travail, les emplois, dans le contexte de casse du tissu industriel marnais. Il a salué aussi la longue lutte de la CGT des TUR pour la reconnaissance des droits aux congés payés en cas d'arrêt maladie, ainsi que la bataille pour faire valoir les droits des vendangeurs victimes de traite d'êtres humains lors des vendanges de la honte 2023.

DES ORIENTATIONS PARTAGÉES

L'enjeu de l'implantation de la CGT, tant au niveau de la syndicalisation que des élections professionnelles, apparaît primordial, afin de gagner la bataille sur les salaires, sur la ré-industrialisation, les droits à la santé, l'assurance chômage, la défense des services publics et l'abrogation de la réforme des retraites.



Le Congrès s'est prononcé à l'unanimité pour un document d'orientation amendé qui prévoit le renforcement de l'ancrage territorial dans les entreprises et les services, un outil précieux pour aller au contact des salariés dans le département. La CGT doit être au plus proche du monde du travail, partout où il se trouve, et s'adresser à toutes les catégories, femmes et hommes, jeunes et moins jeunes, ouvriers, employés, cadres, précaires, sans papiers, saisonniers, retraités.

MANIFESTATION DU 2 OCTOBRE



Le 2 octobre au matin, les délégués au congrès d'Épernay ont rejoint la manifestation Place Carnot, « ambientée » par Deinos MC, un jeune rappeur châlonnais, dans le cadre de la mobilisation interprofessionnelle.



Alors que le gouvernement et le patronat ne veulent céder sur aucune des revendications, la mobilisation se poursuit contre le budget d'austérité, le gel des pensions de retraite, la baisse des prestations sociales, les suppressions de poste dans la fonction publique.

On a dénombré environ 2 000 manifestants dans la Marne à l'appel de l'Intersyndicale. 1 000 personnes à Reims, 500 à Épernay, 300 à Châlons-en-Champagne, 120 à Vitry-le-François, auxquels il faut ajouter ceux de Sézanne et Montmirail.

Une mobilisation certes moins puissante que celle du 18 septembre, mais qui exprime une colère profonde contre l'austérité et les choix budgétaires de MACRON.

QUELQUES ÉCHOS DES DÉBATS DU CONGRÈS

L'enjeu de l'emploi industriel.

En douze ans, l'emploi industriel a diminué de 36 % sur le territoire de Vitry-le-François, 25 % sur celui de Reims, 22 % sur celui de Châlons-en-Champagne et 17 % sur celui d'Épernay. Sur la même période la baisse est de 14 % à l'échelle française. A ce recul, il faut ajouter celui de l'Intérim (moins 8,7 % en 5 ans) et surtout la baisse des investissements d'avenir. Il est plus que temps de reconstruire une véritable politique industrielle et environnementale.



Crise du logement. L'explosion des charges pour les locataires du parc social crée des situations de détresse insurmontables pour les jeunes, les retraités, les femmes isolées, avec des dettes qui peuvent atteindre plusieurs milliers d'euros. Il est

devenu quasiment impossible de changer de logement. Pourtant se loger n'est pas un privilège, c'est un droit humain fondamental, cela doit être une priorité syndicale.

Combat pour l'égalité. Malgré des décennies de luttes féministes et syndicales, les inégalités sont toujours bien présentes. Les femmes gagnent en moyenne 22 % de moins que les hommes. Elles occupent encore la majorité des emplois précaires, à temps partiel subi, et dans les secteurs les moins rémunérés, le soin, le nettoyage, l'éducation, le commerce... Elles accèdent aussi plus difficilement à l'encadrement.



Répression syndicale. Les attaques dont la CGT fait l'objet ont été évoquées. Dernière en date, la déclaration de Franck LEROY, président du Conseil Régional du Grand Est, à la Foire de Châlons stigmatisant la CGT pour son combat contre les conditions de travail indignes des vendangeurs. Des propos qui n'honorent pas leur auteur. Quant à la maire d'Épernay, elle n'a pas trouvé mieux que de poursuivre deux camarades pour un feu de palettes lors du conflit des retraites...

Plan de renforcement. Il convient de regarder les forces que chaque structure peut mettre à disposition du plan de renforcement et de déploiement de la CGT dans la Marne, prévu dans le document d'orientation. La commission exécutive va s'efforcer de le mettre en œuvre, au moyen de l'annexe mobile et en lien avec les sept Unions Locales du département. C'est un enjeu majeur qu'il nous appartient de relever tous ensemble.

Continuité syndicale. La situation de syndicalisation des retraités est inquiétante. Les actifs ignorent, pour la majorité d'entre eux, qu'il existe une

syndicalisation spécifique des retraités. Cela s'appelle la continuité syndicale. On enregistre une perte de 70 % de nos syndiqués au moment du départ en retraite ! Cela donne à réfléchir au moyen d'endiguer cette hémorragie.

Bataille des idées. Le Congrès a adopté la mise en œuvre d'une application gratuite pour les smartphones, permettant de regrouper l'ensemble de nos sources d'information, l'Info Marne, l'accès Facebook de l'UD, le site de la CGT confédérale, le plan de formation, les repères revendicatifs, etc. Un outil de communication afin de mieux mener la bataille des idées dans un contexte où les milliardaires ont mis la main sur la plupart des médias du pays.

Palestine, Ukraine, et tous les autres. Lors des débats, un congressiste a eu ces mots terribles : « En Ukraine, à Gaza, ce n'est pas de la pluie qui tombe, ce sont des bombes, du fer et du feu ». Plusieurs intervenants ont rappelé le devoir de solidarité que nous avons collectivement avec les peuples martyrisés au moment où les conflits armés se multiplient et le bruit des bottes et la course à l'armement ne cessent de s'amplifier.

FLOTTILLE POUR GAZA



Le vendredi 3 octobre, en ouverture de séance du Congrès, l'ensemble des participants se sont levés pour brandir des pancartes en soutien aux militants de la flottille pour Gaza, enlevés par l'armée israélienne dans les eaux internationales. Parmi les personnes arbitrairement détenues (et finalement relâchées lundi 6 octobre), Cédric



CAUBÈRE, secrétaire général de l'UD de Haute-Garonne. Le Congrès a interpellé les autorités françaises dont le silence et l'inertie face à ces actes de piraterie constituent un véritable scandale.

COMPOSITION DU BUREAU DE L'UD CGT DE LA MARNE



Le Congrès a élu à une majorité écrasante sa nouvelle Commission Exécutive, largement renouvelée, avec 14 nouveaux membres sur 31, soit presque la moitié. Celle-ci a reconduit à l'unanimité Ghislain BRIDE au poste de Secrétaire Général, Mario SANTIN, Secrétaire à la Politique Financière et Administrateur, Philippe BENMANOU, Secrétaire à la Vie Syndicale.

ET MAINTENANT ?

A l'issue du Congrès, Ghislain BRIDE s'est félicité de la qualité des débats, emprunts de fraternité, de conviction, d'émotion et toujours dans le respect mutuel. Sans illusion sur le spectacle affligeant donné par la Macronie et ses alliés, il a appelé à amplifier la lutte pour défendre nos salaires, nos retraites, nos services publics, notre sécurité sociale et l'avenir de nos enfants.

« Une colère immense et sourde gronde dans le pays. Nous devons créer la généralisation d'une grève offensive qui, une fois lancée, deviendra une force inflexible, inarrêtable et contre laquelle le patronat, l'État et son arsenal répressif ne pourront rien. »



Mobilisation des énergéticiens



C'est à Velaines, près de Bar-le-Duc, que les électriciens et gaziers en grève depuis le 2 septembre, ont décidé d'organiser la mobilisation. Velaines, c'est une plate-forme logistique chargée d'approvisionner en pièces de rechange l'ensemble du parc nucléaire en France. ([voir le tract](#))



Les grévistes revendiquent toujours une augmentation de l'ensemble des grilles de salaire qui, comme ils le soulignent, démarrent à 9 % en-dessous du SMIC, ainsi que le retour à la TVA à 5,5 % sur les abonnements, TVA passée à 20 % à compter du 1^{er} août 2025.

([Signez la pétition](#) - [Simulez la baisse de vos factures d'énergie avec une TVA à 5,5 %](#))

Les négociations dans le cadre du préavis de grève ont pour l'instant permis d'obtenir une revalorisation de 9 % des astreintes dans le cadre d'un accord de branche applicable à l'ensemble des 140 000 énergéticiens.

Jeudi 9 octobre, la Fédération Nationale Mines Energie (FNME CGT) appelait à un nouveau temps fort de la mobilisation pour peser sur les négociations.

Dans le même temps, le patronat joue la répression et 7 camarades de la centrale Cordemais, près de Nantes, qui avaient contesté la fermeture du site, ont été arrêtés à leur domicile à 6 h du matin, fouillés, menottés et placés en garde à vue. « ... et tout cela dans un pays sans gouvernement... qu'en sera-t-il lorsque le RN sera aux manettes » questionne la CGT du 44 dans un communiqué de presse. ([lire le communiqué](#))

Vitry-le-François : les urgences de nuit sacrifiées ?

Le courrier de Mme VAUTRIN, ministre de la santé deux fois démissionnaire, à l'attention de Jean-Pierre BOUQUET, maire de Vitry-le-François, laisse peu de place au doute. ([lire ici](#)).

Les urgences du Centre Hospitalier de Vitry risquent fort de se transformer en antenne médicale d'urgence à compter du 1^{er} janvier 2026, avec des horaires réduits et des capacités d'accueil limitées.

Derrière les formules convenues, on comprend bien que l'argument retenu est celui de la faible activité et la pénurie persistante des médecins urgentistes. Bref « dis-moi de quoi tu as besoin, je t'expliquerai comment t'en passer ».

Sur cette base, la CGT ne peut que réitérer son opposition à cet abandon programmé d'un service public essentiel, qui impactera directement les habitants du Pays Vitryat, contraignant les familles à doubler leur temps de déplacement pour aller faire soigner leurs proches à Saint Dizier, avec tous les risques que cela suppose pour leur santé.

9 octobre : santé et action sociale en lutte



La CGT était dans la rue le jeudi 9 octobre, à l'appel de la Fédération de la Santé et de l'Action Sociale, pour une journée d'action sur la santé et la protection sociale, avec une grande manifestation à Paris qui a réuni 5 000 grévistes.

D'autres fédérations de la CGT, la FNIC (industries chimiques) et la FNOS (organismes sociaux), ainsi

que l'UCR (retraités) se sont ralliées au mouvement.

L'objectif était d'instaurer le rapport de forces, avant les premières discussions sur le budget de la Sécu, devant le ministère de la Santé.

La CGT revendique des augmentations de salaires et des pensions, des créations d'emplois, la prise en compte de la pénibilité, l'abrogation de la réforme des retraites. Ils s'opposent aux fermetures de lits et revendiquent l'ouverture des structures nécessaires à la prise en charge des patients.

Un bus a été affrété dans la Marne pour permettre à une délégation de salariés de se joindre à la manifestation.

80ème anniversaire de la Sécu : bon anniversaire quand même !



Le 4 octobre 1945 a été signée l'ordonnance fondatrice de la Sécurité Sociale par le gouvernement, sous l'impulsion d'Ambroise CROIZAT (ministre du Travail et de la Sécurité

Sociale) et de Pierre LAROQUE (haut fonctionnaire). Son principe est simple : chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins. Unis depuis 80 ans à la Sécurité Sociale, les Français ont célébré leurs noces de chêne, le 4 octobre dernier. Il est bon de rappeler que l'on doit tout faire pour préserver et améliorer notre héritage que sont les conquêtes sociales.

En théorie, les Conseils d'Administration gèrent les caisses (CPAM, CAF, URSSAF, etc.) et sont composés de représentants des salariés (désignés par les syndicats), de représentants des employeurs (organisations patronales) et de personnalités dites qualifiées. Mais en pratique, c'est l'État qui garde la main sur les grandes décisions budgétaires et réglementaires, ce qui est la cause des multiples attaques et dégradations.

Depuis la création, il y a eu de nombreux « allègements de charges » réclamés par le patronat. Dans les années 70-80, les premières mesures ciblées font leur apparition, mais c'est en 1993 qu'Edouard BALLADUR les généralise pour réduire le coût des emplois peu qualifiés, puis Alain JUPPE en 1995, Martine AUBRY en 1998 et 2000, François FILLON en 2003, et bien d'autres encore... Tous les gouvernements ont collaboré à la dégradation de la protection sociale dans son ensemble. En 2024, les exonérations ont atteint 77 milliards d'euros, record battu !

Face à cela, la CGT revendique le droit à une Sécurité Sociale intégrale, 100 % Sécu, démocratique, évoluant selon les besoins tout au long de la vie ([lien vers le dossier de la NVO, la Sécu une idée toujours révolutionnaire](#)).

L'article de la semaine :

« Le jour du dépassement capitaliste : depuis le 9 octobre, les salariés des entreprises du CAC 40 bossent pour rémunérer les actionnaires » ([Lire l'article de Marianne, pour une fois à recommander](#)).

